

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Chateauroux, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERNARDY

Route de Guillaucourt
Chemin du Tour de Ville
80131 Harbonnières

Références : VAT20240319
Code AIOT : 0010000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux. L'inspection a été annoncée le 14/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux
- Code AIOT : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques.

La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009 et 9 novembre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Rétention
- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12	Demande d'action corrective	60 jours
2	Systèmes d'obturation	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12	Demande d'action corrective	60 jours
3	Produits - état des stocks et plan général des stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	60 jours
5	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Demande d'action corrective	60 jours
6	Etanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Demande d'action corrective	60 jours
8	Produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Demande d'action corrective	60 jours
9	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Demande d'action corrective	60 jours
10	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Demande d'action corrective	60 jours
15	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
17	Contexte-diagnostic sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits - étiquetage	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.5.5.1	Sans objet
7	Disponibilité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
11	Aires de chargement et déchargement	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Sans objet
12	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
13	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
14	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
16	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
18	Surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.3.a	Sans objet
19	Résultats	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.3.d	Sans objet
20	Transmission de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche d'une capacité minimum de 100 m3, ou équipés de systèmes d'obturation permettant de maintenir ces eaux sur le site. Le premier flot (10 mm) des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté dans un bassin de

confinement d'une capacité minimum de 100 m3, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les bassins, qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
Constats : Le principe de confinement est indiqué au point de contrôle numéro 2. Constat : L'exploitant n'a pas justifié les volumes disponibles pour le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. L'exploitant précisera si le bassin de rétention des eaux pluviales est étanche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Systèmes d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12
Thème(s) : Actions nationales 2024, Systèmes d'obturation
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont [...] équipés de systèmes d'obturation permettant de maintenir ces eaux sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : <u>1°) Confinement du réseau d'eaux pluviales :</u> Lors de la visite sur site, l'exploitant a montré à l'inspecteur les deux regards avec grille abritant les canalisations à obturer (environ 20 cm de diamètre), au niveau du "bâtiment N" juste avant la fin de la partie en enrobé. Il y a un petit rebord formant caniveau pour canaliser ces eaux mais il n'est pas garanti qu'en cas d'apport massif d'eau, celle-ci ne déborde pas sur le terrain nu. Lorsque la canalisation est obturée, les eaux d'extinctions sont dirigées vers le caniveau de la zone de stockage des bases (Z1) puis vers l'égout chimique. Ces eaux sont ensuite relevées vers la station de traitement des effluents du site, ce qui pose question en cas de coupure de courant électrique. Il n'y a aucun affichage extérieur indiquant qu'il faut obturer ces canalisations en cas d'incendie. L'exploitant a ouvert un conteneur scellé situé à l'extérieur au niveau du stockage de l'acide

acétique. Ce conteneur est identifié. Dans ce conteneur se trouvent notamment 3 boudins gonflables équipés de tuyaux et de raccords pour soufflette à air comprimé. L'exploitant ayant indiqué qu'en cas d'incendie, les consignes du Plan d'Opération Interne prévoient de demander la coupure des utilités et notamment l'électricité. Il n'est pas garanti que les boudins puissent être gonflés.

L'entretien et la mise en fonctionnement de ces dispositifs ne sont pas définis par consigne.

En cas d'absence d'obturation de ces canalisations, les eaux d'extinction d'un incendie seraient dirigées vers le bassin des eaux pluviales (pour lequel il est demandé des précisions sur l'étanchéité, voir point de contrôle n°1).

2°) Confinement du réseaux des eaux industrielles

Les eaux industrielles sont majoritairement composées des eaux de lavage des appareils et des sols par les opérateurs, qui sont récupérées dans les caniveaux à l'intérieur des bâtiments (équipements non vus lors de la visite qui s'est limitée aux parties extérieures de l'établissement). De ce fait en cas d'incendie, il n'y a plus d'apport d'eaux de process à la station d'épuration du site (step) puisque les employés sont censés évacuer les bâtiments.

En cas d'incendie, une partie des eaux d'extinction pourrait être collectée par ce réseau et arriver à la station d'épuration du site. L'électricité étant coupée en cas d'incendie, les eaux qui parviennent dans le bassin d'arrivée des eaux de process (une fosse ouverte de 10m³) se déversent ensuite dans la fosse ouverte adjacente de 20 m³ qui déborderait ensuite par gravité vers les cuves de traitement de la station d'épuration du site mais ne sont pas relevées vers la lagune étanche. Elle se déversent alors dans l'aire de rétention de la station d'épuration du site qui dispose d'un volume de plusieurs centaines de m³ selon l'exploitant. Les eaux d'extinction récupérées dans l'atelier de l'activité "strontium" (qui n'est plus exercée) se déverseraient dans une fosse ouverte de 10 m³ à la station puis vers les cuves de traitement et la rétention selon le principe indiqué ci-avant.

3°) Confinement du réseaux des aires de rétention des produits chimiques (Z1 et Z2)

En cas d'incendie sur cette aire, les eaux seraient redirigées vers l'égout chimique dont les eaux sont habituellement relevées vers la STEP. En l'absence d'alimentation électrique, elles y resteraient confinées voire déborderaient sur la voirie et seraient collectées par le réseau des eaux pluviales du site. Cette aire ne sert pas à l'entreposage de produits inflammables ou comburants.

Constat : Les dispositifs d'obturation ne sont pas signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement ne sont pas définis par consigne. Les eaux d'extinction d'un incendie sont susceptibles d'atteindre le milieu naturel. Il est demandé à l'exploitant de préciser comment est assuré le relèvement des eaux collectées dans l'égout chimique vers la station de traitement des effluents du site en cas de coupure de courant électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Produits - état des stocks et plan général des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits - état des stocks et plan général des stockages

Prescription contrôlée :

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'établissement relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement.

L'exploitant a présenté un état des stocks qu'il a extrait de sa base de données informatique. L'exploitant explique que cet état est à jour modulo les produits en cours de fabrication.

Les mouvements logistiques sont enregistrés le jour même. Les mouvements de production sont enregistrés quand la production est terminée pour libérer le produit.

Tous les matins le service logistique passe pour faire l'état des stocks, il y a un "radar" sur chaque cuve (lessive potasse et acide acétique notamment), sauf sur les cuves d'acide acétique (jauge visuelle).

L'état des stocks présente les items suivants :

- l'emplacement (n° cellule),
- le libellé du produit,
- la quantité en stock en kg,
- la rubrique ICPE,
- le libellé type produit,
- les mentions de danger.

L'exploitant a présenté un plan de stockage des produits chimiques, il est fourni au SDIS, selon l'exploitant. Le plan présente les zones de stockage et les pictogrammes de dangers qui sont associés aux produits stockés sur le site. Le plan est à mettre à jour car 2 cuves de lessive de potasse ont été implantées depuis, elles n'y apparaissent pas (cuves 1465). De plus, une cuve de fluorure de soude qui n'existe plus (en B06), est restée sur le plan.

Sur site, l'inspecteur a vérifié l'adéquation entre l'état des stocks et les quantités stockées :

Produit	Etat des stocks	Présence sur site
Ammoniaque	8 tonnes	Zone 1 : 3 GRV + 24 bidons de 200 litres = 7800 litres environ 7,5 tonnes
Acide nitrique	7 tonnes	cuve 504 : 3,7 m3 et cuve 17 : 1,5 m3 + 1 GRV = 6200 litres soit 8,6 tonnes.
Lessive de potasse en solution	45 tonnes	13 m3+18,6 m3 soit : 31,6 m3 soit 47,4 tonnes.
Acide chlorhydrique	0	0
Acide acétique	29,7 tonnes	Cuve 15 remplie à 13 m3 soit environ 13,5 tonnes.
Soude	4,9 tonnes	4 GRV soit 4000 l soit 8 tonnes.

La différence entre la quantité présente sur site et la quantité de l'état des stocks constatée par l'inspecteur pour l'acide acétique et la soude est significative.

Constat :

- Le plan général des stockages de produits dangereux n'est pas à jour (2 cuves de potasse à ajouter, une cuve de fluorure de soude à supprimer),
- La différence entre la quantité présente sur site et la quantité de l'état des stocks constatée par l'inspecteur pour l'acide acétique et la soude est significative,

- L'exploitant doit s'assurer de mettre à disposition l'état des stocks au préfet, aux services d'incendie et de secours, à l'inspection des installations classées et aux autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance,
- L'exploitant doit fournir au préfet un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage,
- L'exploitant doit s'assurer que l'état des matières stockées est accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation, de même que le plan général des stockages,
- L'exploitant doit procéder à un recalage périodique par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.5.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Produits - étiquetage

Prescription contrôlée :

Les fûts et réservoirs, les appareils de production (lorsqu'ils contiennent ou restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail) et les autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

L'inspecteur a constaté la présence des étiquetages appropriés sur les stockages fixes ou mobiles. Toutefois, certains étiquetages les GRV des eaux mères notamment, en papier, gondolent.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires qui devront être parfaitement étanches et adaptés aux produits qu'ils contiennent. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Les deux cuves d'acide nitrique de 31 et 20 m³ sont associées à des rétentions de respectivement 22 et 21 m³. De plus ces rétentions communiquent parce qu'un passage a été aménagé pour les tuyauteries, et l'exploitant n'a pas souhaité démolir le mur qui séparait les deux rétentions pour garantir la stabilité de l'ensemble.

Les deux cuves d'acide acétique disposent d'une rétention commune. La quantité maximale de produit est de 61 m³ et la rétention est dimensionnée à 41 m³.

Les cuves de potasse sont sur une rétention commune, la quantité maximale de produit étant de 80 m³ et la rétention est dimensionnée à 60 m³ selon l'exploitant.

La zone Z1 (bases) contenait au jour de l'inspection, environ 25 m³ de produits :

- sulfate d'ammonium,
- chlorure ferrique : 1 GRV de 1000 l,
- ammoniacale : 3 GRV + 24 bidons de 200 litres,
- eau oxygénée : 7 GRV,
- 1 GRV vide d'acide sulfurique (GRV bleu), l'inspecteur a fait remarquer à l'exploitant que ce GRV, même vide, devra être déplacé sur la zone de stockage des acides,
- 11 bidons de RBS IND 705 (l'exploitant ne sait pas s'il s'agit d'acide ou de base, une recherche sur internet indique qu'il s'agit d'un "alcalin puissant sans phosphate"),
- 4 GRV de lessive de soude.

La zone Z2 (acides) contenait au jour de l'inspection, environ 46 m³ de produits :

- 5 GRV d'acide sulfuriques (GRV bleus),
- 2 GRV d'acide phosphorique,
- 10 GRV d'acide lactique,
- 1 GRV d'acide nitrique (en cours d'utilisation pour prélever de petites quantités,
- 28 GRV d'eaux mères, d'eaux de lavage en fin de campagne.

La quantité entreposée sur ces deux aires est donc de 71 m³ de produit. L'égout chimique a une capacité de 40 m³ et le surplus est relevé par pompe vers la station de traitement du site, la rétention est suffisante (même si ces produits ne devraient pas se mélanger). Cependant, il n'y a pas de mention d'indication d'entreposage maximal sur ces aires.

Un GRV à l'extérieur est posé directement sur le terrain naturel sans rétention (près de la station de détoxification).

Constat : L'exploitant doit calculer et afficher les quantités maximales admissibles de produits entreposés sur les zones Z1 et Z2. Présence d'un GRV à l'extérieur posé directement sur le terrain naturel sans rétention (près de la station de détoxification).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Etanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention comme les canalisations de transport de produits dangereux et les réseaux de collecte des effluents doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des fluides qu'ils pourraient contenir. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation associés qui doivent être maintenus fermés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées par l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a constaté que le sol de l'aire de dépotage des acides est un peu érodé. Les capacités de rétention extérieures des cuves ont un peu d'eau dans leur fond. Le sol des aires de rétention des zones Z1 et Z2 sont en bon état.</p> <p>L'exploitant a présenté une fiche de suivi du contrôle de l'étanchéité de l'égout chimique, renseignée au 09/05/2022, le résultat est satisfaisant (avec mise en eau effectuée). Une fiche similaire a été présentée pour le contrôle de l'étanchéité de la zone de dépotage n°1.</p> <p>Les deux cuves d'acide nitrique sont munies de jauges de remplissage avec renvoi vers une armoire de contrôle, qui permet de constater que la cuve 504 contient 3,7 m3 de produit et la cuve 17 contient 1,5 m3 de produit.</p> <p>Sur les deux cuves d'acide acétique, une présente une jauge de niveau mécanique "fil à plomb", l'autre n'en dispose pas.</p> <p>Les cuves de potasse disposent de jauge de remplissage.</p> <p>Constat : Le sol de l'aire de dépotage des acides est érodé. Une cuve d'acide acétique ne dispose pas de jauge de remplissage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Disponibilité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité des rétentions
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : L'inspecteur a constaté que les rétentions à l'extérieur sont propres, et contiennent quelques flaques d'eau. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles-rétention non déportée
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.
Constats : Constat : Présence d'un GRV de chlorure ferrique (produit acide) sur l'aire de stockage des produits basiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles - rétention déportée
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.
Constats : Deux aires de stockages, séparées physiquement, sont dédiées, l'une aux bases (Z1) et l'autre aux acides (Z2). Un caniveau en léger contrebas de chacune d'elles dirige tout écoulement vers une fosse ouverte commune (dénommé "égout chimique"). Une poire associée à une pompe de relevage envoie ensuite ces écoulements vers la station de traitement des effluents du site (fosse de 10 m3 qui recueille également les eaux usées des ateliers). L'aire de dépotage des acides (acide acétique et acide nitrique) est reliée à l'égout chimique via une canalisation. L'exploitant a précisé être en train de finaliser une analyse des risques sur la possibilité de déversement simultané d'un ou plusieurs GRV sur Z1 et sur Z2 et/ou de rupture du flexible d'un camion en cours de dépotage. Le risque représenté par le mélange est exothermique, il n'y a pas de risque de dégagement de gaz toxique selon l'exploitant. Constat : L'égout chimique collecte deux zones de stockage séparées, l'une étant dédiée aux bases (Z1) et l'autre dédiée aux acides (Z2) vers une rétention déportée commune.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Rétention déportée et dispositif de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Rétention déportée et dispositif de drainage
Prescription contrôlée : Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée [...]
Constats : Constat : Le caniveau qui recueille les potentielles égouttures en points bas de la zone de

stockage des acides, est un peu encombré de terre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Aires de chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement et déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes, de stockage et de manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué sur des aires de circulation étanches, avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage ou éventrement des fûts ...).
Constats : L'aire de dépotage des produits acides est reliée gravitairement par canalisation vers "l'égout chimique". L'aire de dépotage des cuves de potasse est reliée gravitairement à la station d'épuration du site. Par ailleurs, sur les cuves d'acide nitrique notamment, est affichée le "volume maximal contenu dans la cuve pour pouvoir dépoter un camion complet". Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont

également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant a fait réaliser 3 campagnes d'analyses en septembre, octobre et novembre 2023. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les bordereaux transmis via l'application GIDAF sont émis par le laboratoire IANESCO. Ce laboratoire est accrédité pour analyser les 20 PFAS de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 dans les eaux résiduaires (Attestation n°1-6209 du 27/03/2024) ainsi que pour réaliser des échantillonnages sur les eaux résiduaires (échantillonnage automatique avec asservissement au temps FDT 90-523-2). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

<p>Constats :</p> <p>Les bordereaux mentionnent les conditions de prélèvement : Prélèvement effectué par la société IANESCO. L'échantillonnage a été effectué selon la norme FD T 90-523-2*. Prélèvement proportionnel au temps.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lieu du prélèvement : bâche de stockage. • Positionnement de la crépine : au fond. <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les 3 bordereaux d'analyses, aucun des PFAS analysé ne dépasse une valeur de 100 ng/l. Les AOF atteignent 6 µg/l sur la campagne de septembre, sont <2 µg/l sur la campagne d'octobre et sont <4 µg/l sur la campagne de novembre (notés "non quantifiés" dans GIDAF). Constat : La valeur "<4µg/l" pour les AOF sur le bordereau de la campagne de novembre doit être explicitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 16 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a déclaré les résultats des 3 analyses PFAS dans l'outil GIDAF (11-12/09/2024, 3-4/10/2024, 6-7/11/2023). Les données de septembre et octobre ont été transmises le 22/11/2023, les données de novembre ont été transmises le 28/02/2024. Le délai de transmission n'a pas été respecté. Constat : L'exploitant n'a pas transmis les résultats des campagnes de septembre 2023 et novembre 2023 à la fin du mois suivant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contexte-diagnostic sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic sécheresse
Prescription contrôlée : La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2, sont envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fait part de son incompréhension d'être destinataire d'un arrêté préfectoral sur le sujet. Il fait part des actions de réduction de la consommation d'eau et des rejets déjà engagées : <ul style="list-style-type: none"> • 2022 : consommation journalière : 230 m3 • 2023 : suite à une baisse des activités et la mise en place d'un groupe de travail, la consommation journalière fut en moyenne de 140 m3, • 2024 : l'exploitant mentionne une consommation d'eau de 70 à 80 m3/j pour un rejet de procédé de 70 m3/semaine (l'arrêté préfectoral d'autorisation fixant cette limite à 400 m3/j). L'exploitant a fait réaliser un devis (non consulté par l'inspection) qui s'élève à 40000 euros. L'inspecteur a indiqué que ces éléments peuvent être pris en compte dans la réponse à l'arrêté préfectoral de mise à jour des prescriptions d'actions en cas de sécheresse (le calcul de l'impact du rejet pourra également être mis à jour avec ces éléments). Constat : La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2023, n'ont pas été envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification de l'arrêté préfectoral du 4/12/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : Les déclarations GIDAF versées par l'exploitant de juin 2023 à avril 2024 montrent que les analyses sont faites à fréquence bimestrielle. Tous les résultats sont inférieurs à 10^3 UFC/l. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats
Prescription contrôlée : Les résultats sont présentés selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella</i> species supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire. Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau « mesurés » au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerá des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si : - le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ; - le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella</i>

pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente.
Constats : Les résultats sur la période juin 2023-mai 2024 sont inférieurs à 10 ³ UFC/L. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Transmission de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission de la déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a transmis sa déclaration GERE sur le site internet le 26/03/2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite